

Lettre ouverte du collectif Lutte pour un Logement Durable

À l'attention d'Anne Hidalgo, maire de la Ville de Paris,

et de Marc Guillaume, préfet de la Ville de Paris.

Madame, Monsieur,

Merci pour votre proposition de nous rendre en région, mais elle n'est pas adaptée à notre situation. Nous voulons, par cette lettre, vous expliquer que nous n'irons en région que si vous nous apportez des garanties concernant la pérennité des propositions que vous nous faites.

Nos enfants vont à l'école à Paris, nous y avons un suivi médical, un suivi administratif, des petits boulots... Nous essayons de nous débrouiller. Certaines ont aussi un recours devant le juge des enfants, et l'ensemble de nos démarches pour faire reconnaître notre minorité en Île-de-France. Nous allons à l'école ou suivons des cours à Paris.

Certes, nous avons une vie de misère, ici à Paris, mais c'est notre vie malgré tout.

C'est ici à Paris que nous recevons l'aide des citoyens et des associations. Nous couper de cette vie pour opter pour un saut dans le vide en région, avec nos enfants, et sans aucune garantie de solution pérenne et sécurisée, nous est impossible.

Certains d'entre nous ont déjà vécu l'expérience d'avoir été envoyés en région : aucune prise en charge adaptée n'avait alors été proposée.

Parmi nous, une famille a déjà été envoyée en région, et dans les SAS, il a été vu qu'elle était passée par un autre pays de l'Union européenne dans son parcours d'exil. Au lieu de l'aider à trouver un logement et une situation stable, elle a donc été renvoyée dans ce pays en suivant le règlement Dublin. Pourtant, elle avait construit une vie ici. Ce n'est pas la seule famille à avoir été renvoyée. Nous avons peur d'être pris au piège et que cela arrive à d'autres.

Une autre famille ici, avait été mise à l'abri suite à une action menée en 2023. Ils avaient été envoyés en région, dans un SAS. Ils ont alors fait une demande d'asile à la demande des autorités, mais ont été déboutés et remis à la rue dans une ville qu'ils ne connaissaient pas. Désorientés, ils sont revenus à Paris, où ils connaissaient des associations prêtes à les aider. Cette situation concerne beaucoup d'entre nous.

Nous vous demandons donc de rester à Paris, de façon à pouvoir continuer nos différentes démarches. Pour beaucoup de personnes, nous ne sommes ni expulsables ni régularisables en France. Pour les filles mineures, un envoi en région signifierait l'abandon de notre recours, et une remise à la rue si nous n'acceptons pas de nous déclarer majeures.

Nous vous demandons de trouver une porte de sortie concernant notre situation qui, pour beaucoup d'entre nous, dure depuis trop longtemps. Vous nous dites que vous allez étudier notre situation une fois en région, avec seulement trois semaines d'hébergement garanti. Pourtant, notre situation, vous la connaissez déjà : pourquoi faudrait-il nous envoyer en région pour l'étudier davantage ?

Pour celles et ceux qui avons ici nos enfants à l'école, un métier et des recours administratifs, nous ne pourrions pas partir en région sans plus de certitudes et d'informations. Nous ne partirions pas sans l'assurance d'avoir des logements pérennes et de ne pas être abandonnés sans aucune attache, loin de la vie que nous avons commencé à construire à Paris.

Les familles et jeunes filles isolées du collectif Lutte pour un logement durable